

Jean-Claude Juncker

«Moi, je ne tire pas sur les eurosceptiques»

LE RÉSUMÉ

Rencontre avec Jean-Claude Juncker après un discours sur l'état de l'Union tourné vers l'avenir.

À huit mois des élections européennes, il refuse d'entrer dans une polarisation entre progressistes et anti-européens.

RENCONTRE
FRÉDÉRIC ROHART
À STRASBOURG

S'il avait été député, Jean-Claude Juncker aurait bien sûr voté avec le reste du Parlement européen pour actionner le mécanisme de protection de l'État de droit à l'égard de la Hongrie, décidé par une très large majorité des élus ce mercredi à Strasbourg. Il a souligné l'évidence lors d'une interview avec un groupe d'une dizaine de journaux européens, dont L'Echo. Le président de la Commission, membre comme Viktor Orban du Parti populaire européen (PPE), avait déjà souligné que la présence du Hongrois dans sa famille politique lui «pose problème». Mais il refuse de voir les élections européennes de mai se transformer en une bataille rangée entre eurosceptiques et progressistes, comme celle que décrit le président français Emmanuel Macron. «Je ne confonds pas les eurosceptiques, ceux qui ont des questions, des problèmes, avec la droite pure et dure qui n'aime pas l'Europe. Ceux-là, il faudra que nous les bloquions lors des élections européennes», a-t-il indiqué. Et d'appuyer le trait: «Moi, je ne tire pas sur les eurosceptiques. Il m'arrive d'être eurosceptique sur certaines questions, est-ce une raison pour dire que je serais contre l'Europe?» Aux eurosceptiques, «il faut savoir parler, expliquer la chose européenne», insiste-t-il encore.

Africa first

Jean-Claude Juncker se livrait ce mercredi à son traditionnel – et dernier – discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen. Un plaidoyer contre les divisions de

l'Europe auquel il aura donné cette année un ton plus serein que par le passé. Tourné vers l'avenir, il plaide pour des avancées concrètes avant le scrutin: ratifier l'accord stratégique de libre-échange avec le Japon, conclure un accord sur le cadre budgétaire de l'après 2020, mettre explicitement à l'agenda le renforcement de l'euro face au dollar, ou encore renforcer la voix de l'Union sur la scène extérieure.

Mais dès l'entame de l'échange, Jean-Claude Juncker s'indigne que la presse ne l'interroge plus rapidement sur l'Afrique, alors qu'il vient d'annoncer sa volonté de bâtir un partenariat économique avec le continent africain. «Nous avons besoin d'une nouvelle relation avec l'Afrique. Qui ne soit pas seulement vue sous le prisme de l'aide au développement: nous devons bâtir une relation économique, un partenariat entre égaux», plaide-t-il. Partenariat qui permettrait de créer 10 millions d'emplois en cinq ans, qui mènerait à terme à un accord de libre-échange de continent à continent et qui jouit selon lui «d'un large soutien».

Pas de regrets sur la migration

Ce projet n'est bien sûr pas sans lien avec la réponse à long terme à la question migratoire, qui focalise l'attention des forces centrifuges en Europe. Juncker propose la création d'une Agence européenne de l'Asile et la définition de normes communes à tous les États membres pour émettre des ordres de quitter le territoire, et propose de porter à 10.000 l'effectif du corps européen de gardes-frontières, Frontex. Et, regardant dans le rétroviseur, il ne renie pas sa décision d'avoir mis sur la table, dans la foulée de la

crise migratoire de 2015, une répartition des arrivants entre pays européens au nom de la solidarité. Même si elle a été peu appliquée et abondamment utilisée par les partis d'extrême droite pour attaquer «Bruxelles». «Je ne pense pas que je referais les choses différemment», indique-t-il. Avant d'ajouter, tout de même: «Peut-être que je changerais légèrement la méthode utilisée. Parce que la proposition de la commission a surpris ceux qui craignaient ce qu'ils appelaient une 'invasion islamique'». En tout état de cause, poursuit-il, ceux qui contribuent le moins à l'accueil doivent contribuer plus aux politiques comme la mise en place de gardes-frontières – c'est ce

que la Commission demande dans son cadre budgétaire pour l'après-2020.

Une voix plus forte et plaider contre la règle d'unanimité

L'arrivée de Donald Trump, chantre de l'unilatéralisme, à la Maison-Blanche, sonne selon Juncker l'heure de la «souveraineté euro-

péenne». Sa visite à Washington en juillet dernier a démontré que «unis, nous Européens sommes, en tant qu'Union, devenus une force incontournable». L'Union doit donc peser de tout son poids sur la scène internationale – et l'euro doit être le reflet de cette ambition, en allant tailler des croupières au dollar. Pour être entendue, l'Union doit aussi muscler ses prises de position sur des questions essentielles comme les droits de l'homme ou le respect du droit international – contrairement, par exemple, à ce qu'il s'est passé en 2016, quand un seul pays a bloqué une position commune à l'ONU contre les mouvements de Pékin dans la mer de Chine du sud. Pour renforcer la voix de l'Europe à un carrefour stratégique, Juncker plaide donc pour modifier les règles de décision entre États membres pour que l'unanimité ne soit plus systématiquement nécessaire pour aboutir à une position européenne sur ces sujets. La Commission a appuyé cette proposition d'un argumentaire détaillé. Durant son discours, le président de la Commission a également souligné vouloir supprimer la règle de l'unanimité dans certaines matières fiscales. Il avait parlé l'an dernier de l'assiette commune consolidée pour l'impôt de sociétés, la TVA ou encore une fiscalité plus juste pour l'industrie numérique.

Mais pour l'heure, la Commission n'appuie pas la conviction de Juncker d'un argumentaire écrit – elle devrait le faire avant la fin de son mandat. En attendant, le président de la Commission défend son bilan en matière de «juste taxation» avec fougue: «Nous avons publié 18 propositions sur la fiscalité, c'est du jamais vu. Les gens auraient dû être étonnés que l'ancien Premier ministre du Luxembourg fasse cela. Mais personne ne le dit jamais!» Mais à la fin, comme il l'a dit lors de son discours, les électeurs jugeront sur base des accomplissements de l'Union, pas des propositions de la Commission qui prennent la poussière sur la table des législateurs.

ABSENTÉISME**ENCORE «RIDICULES»?**

«You are ridiculous», avait lancé l'an dernier Jean-Claude Juncker devant un hémicycle vide (30 députés sur 751) à l'occasion d'un débat avec le Premier ministre

maltais. Un an après, c'est devant un hémicycle clairsemé que plusieurs chefs de groupes politiques et la présidence du Conseil ont dû répondre au discours de Juncker. Anormal? La salle était remplie pendant le discours lui-même, mais «après, comme toujours, des députés ont quitté la plénière au

fur et à mesure que leur leader avait parlé», indique le porte-parole du Parlement, Jaume Duch. Pour qui il y a tout de même eu un avant et un après «You are ridiculous». «Dans les débats sur l'avenir de l'UE, on voit plus de députés qu'avant», assure-t-il. **F.R.**

Une ambition africaine d'emblée à l'arrière-plan

Le dernier «état de l'Union» de Jean-Claude Juncker avant les élections européennes a valu au président de la Commission un soutien appuyé des partis pro-européens. Le Luxembourgeois a utilisé le registre du sage confiant pour appeler les Européens à dépasser les divisions en allant de l'avant, et notamment en lançant un partenariat avec l'Afrique. Mais l'ambition qu'il entendait mettre en avant est passée derrière

le sujet existentiel de la survie d'une Union fidèle à ses valeurs fondatrices. Survie qu'il incarne, y compris selon ses adversaires politiques. «Même ceux qui ont tendance à vous critiquer au quotidien, nous devons vous reconnaître que vous êtes le véritable leader de la commission européenne. Chapeau!», lui a ainsi lancé le chef de file des socialistes et démocrates, Udo Bullmann (S&D). Avant de s'inquiéter sur le fait que l'Europe n'est pas à la hauteur des transformations profondes en cours et de demander «un changement politique plus radical» en matière de migrations et de changement climatique. Ce dernier sujet était aussi au cœur de l'intervention de l'écologiste Ska Keller, pour laquelle «la Commission

«Nous devons vous reconnaître que vous êtes le véritable leader de la Commission européenne. Chapeau!»

a été beaucoup trop timide» en la matière. Mais au-delà de cette parenthèse, le sujet est apparu lors du débat comme un dossier parmi d'autres. À la droite de Juncker, le polonais Ryszard Legutko, dont le parti des Conservateurs et réformistes (ECR) est le troisième de l'hémicycle, a lancé la fronde des droites dures contre le bilan de Juncker. Pour lui, «jamais dans l'histoire de l'intégration européenne nous n'avons connu de moment où

l'Europe a été aussi désunie qu'aujourd'hui» et ce genre de réforme ne fera qu'agrandir le gouffre. De quoi provoquer l'ire de Guy Verhofstadt (ADLE): «Est-ce que vous n'avez jamais entendu parler du mur de Berlin et du rideau de fer? L'Europe est unie maintenant (...). Ne dites pas des choses folles sur un continent où 20 millions de personnes ont perdu la vie en raison du populisme et du nationalisme tel que vous le défendez aujourd'hui!» Le libéral apportera ensuite son soutien à la proposition au cœur du discours de Juncker: un accord de libre-échange avec le continent africain. Mais ce sujet stratégique n'en sera pas moins passé à l'arrière-plan du débat. **F.R.**